MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

ADMINISTRATION DU SERVICE DE SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE

RECUEIL

DES

DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

CONCERNANT

L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE SAGE-FEMME

BRUXELLES
M. WEISSENBRUCH, IMPRIMEUR DU ROI
ÉDITEUR
49, RUE DU POINÇON, 49

1908

PUBLICATIONS

DE

l'Administration du Service de Santé et de l'Hygiène

Bulletin de l'administration du service de santé et de l'hygiène. Prix de l'abonnement annuel . . . . . fr.	3 00
Idem. Edition en langue flamande	3.00
Recueil des rapports du Conseil supérieur d'hygiène publique Prix de l'abonnement annuel	1.50
Recueil des dispositions légales et réglementaires concernant l'exercice des professions médicales	0 50
Idem. Edition en langue flamande	0.50
Recueil des dispositions légales et réglementaires concernant l'exercice de la profession de sage-femme. Edition bilingue	0.25
Rapports annuels des commissions médicales provinciales . .	3.00
Instructions pratiques à l'usage des administrations et du public pour prévenir l'apparition des maladies transmissibles et combattre leur propagation	0.50
Idem. Edition en langue flamande	0.50
Hygiène et Assainissement des Habitations ouvrières . . .	0.25
Idem. Edition en langue flamande	0.25
Collection de plans-types d'habitations ouvrières. Prix par plan.	0.50
Enquête sur les eaux alimentaires	8 00
Recueil des dispositions légales et réglementaires concernant le commerce des viandes.	0.25
Idem. Edition en langue flamande	0.25
Les législations étrangères concernant la falsification du beurre, du fromage et du saindoux	1.00
Législations étrangères relatives au commerce du lait . . .	0.25

Les demandes d'abonnement au *Bulletin* ainsi qu'aux *Rapports des commissions médicales provinciales* et au *Recueil des rapports du Conseil supérieur d'hygiène publique* doivent être adressées à MM. Vromant & Cie, libraires-éditeurs, rue des Paroissiens, 18, à Bruxelles.

Les plans-types d'habitations ouvrières peuvent êtres consultés et sont en vente au *Musée commercial*, rue des Augustins, 15, à Bruxelles.

Les autres publications sont en vente chez M. Lamertin, éditeur, rue du Marché-au-Bois, 20, à Bruxelles.

RECUEIL

DES DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

CONCERNANT

L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE SAGE-FEMME

Belgium

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

ADMINISTRATION DU SERVICE DE SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE

RECUEIL

DES

DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

CONCERNANT

L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE SAGE-FEMME

BRUXELLES
M. WEISSENBRUCH, IMPRIMEUR DU ROI
ÉDITEUR
49, RUE DU POINÇON, 49

1908

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Loi du 12 mars 1818 réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir 5

Arrêté royal du 31 mai 1880, sur les commissions médicales provinciales 7

Arrêtés royaux coordonnés du 30 décembre 1884 et du 15 février 1908, approuvant le règlement sur l'organisation des écoles d'enseignement pour les sages-femmes 9

Arrêté royal du 30 décembre 1884 prescrivant les règles à suivre pour les examens de sage-femme 15

Arrêté royal du 1er juillet 1908 approuvant le programme des examens de sage-femme 17

Déclarations de naissance 21

Arrêté royal du 1er juillet 1908 approuvant les nouvelles instructions pour l'exercice de la profession de sage-femme 22

Circulaire du 4 juillet 1908 à MM. les présidents des commissions médicales provinciales 27

Conventions internationales 31

614.24
B4ire

LOI DU 12 MARS 1818

réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir.

(EXTRAITS.)

ART. 4. — Les fonctions des commissions (médicales) provinciales consisteront :

a) A examiner et à juger la capacité [1] ou les titres [2] de ceux qui s'établissent dans leur province ou district, pour y exercer quelque branche de l'art médical ;

b) A délivrer des attestations de capacité en bonne forme à tous ceux qui désirent être admis, dans l'étendue de leur province ou district, à l'état de . . . . . sage-femme. . . . . [3] ;

c) A veiller, dans l'étendue de leur province ou district, à ce que la pratique des arts médicaux y soit exercée d'une manière convenable et régulière par les personnes déjà établies, et à tenir l'œil ouvert sur tout ce qui intéresse la santé des habitants [4] ;

d) A exercer leur surveillance dans le cas où quelque maladie contagieuse ou épidémique se déclarerait dans leur province ou district.

---

[1] Ne s'applique plus qu'aux dentistes et aux sages-femmes.

[2] S'entend du visa des diplômes (art. 10 de l'arrêté royal du 31 mai 1880).

[3] Arrêtés royaux des 31 mai 1880 (art. 12, 13, 14), 30 décembre 1884 et 1er juillet 1908.

[4] Arrêté royal du 31 mai 1880 (art. 15).

Art. 18. — Toutes personnes non qualifiées qui exerceront quelque branche que ce soit de l'art de guérir, encourront, pour la première fois, une amende de 25 à 100 florins, avec confiscation de leurs médicaments; l'amende sera doublée en cas de récidive; pour une troisième contravention, le délinquant sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois.

Art. 19. — Ceux qui exercent une branche de l'art de guérir pour laquelle ils ne sont pas autorisés aux termes de la loi, ou qui l'exercent d'une manière qui n'est pas conforme à leur autorisation, encourront une amende de 25 florins pour la première fois et de 50 florins pour la seconde fois; en cas de nouvelle récidive, ils seront punis par la suppression de leur patente pour un temps qui sera fixé par le juge, d'après les circonstances, et qui ne pourra être moindre de six semaines, ni excéder une année.

Art. 22. — Toute contravention à l'une ou à l'autre disposition de la présente loi, pour laquelle il n'est point statué de peine déterminée, sera punie d'une amende de 10 à 100 florins.

Art. 23. — Les commissions médicales remettront les procès-verbaux et autres preuves concernant les contraventions à la présente loi au ministère public, pour lesdites contraventions être par lui poursuivies par-devant le juge compétent, conformément aux lois.

ARRÊTÉ ROYAL DU 31 MAI 1880

sur les commissions médicales provinciales.

(EXTRAITS.)

---

§ 2. *Attributions.*

Art. 10. — Les commissions médicales provinciales sont chargées de vérifier et de viser les titres de toute personne qui se fixe dans la province pour y exercer une branche quelconque de l'art de guérir, et de dresser annuellement une liste des personnes légalement autorisées à cet effet.

La formalité du visa a lieu sans frais.

Art. 12. — Elles sont chargées d'examiner la capacité des personnes qui demandent à pouvoir exercer la profession de sage-femme...

A cet effet . . . . . elles délèguent annuellement la mission de procéder aux examens, sous leur responsabilité et sous la présidence d'un de leurs membres, à un comité composé de trois personnes, y compris le président.

[Lorsque, dans le ressort d'une commission médicale, existe une école d'enseignement de l'État ou de la province pour les sages-femmes, le comité sera composé de cinq personnes et comprendra nécessairement le professeur et éventuellement le professeur adjoint de cette école.] (1)

Art. 13. — Les certificats de capacité qu'elles délivrent, sur l'avis de chaque comité, sont rédigés suivant un modèle uniforme

---

(1) Disposition complémentaire de l'arrêté royal du 15 février 1908.

pour tout le royaume. Ils mentionnent que le récipiendaire a été reçu : d'une manière satisfaisante, avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction.

Art. 14. — Les conditions que doivent présenter les récipiendaires, ainsi que les règles à suivre dans les examens et les droits à payer sont déterminées par des dispositions spéciales [1].

Les examens des élèves sages-femmes sont exempts de tout droit.

Art. 15. — Les commissions médicales provinciales ont la surveillance de tout ce qui intéresse la santé publique dans leur ressort ; elles veillent à l'observation des lois et des règlements qui concernent la police des professions médicales, l'hygiène et la salubrité publiques.

Elles signalent aux autorités compétentes toutes les infractions qu'elles constatent aux préceptes de l'hygiène publique, ainsi qu'aux dispositions législatives et réglementaires.

Art. 16. — Les procès-verbaux qu'elles dressent à l'effet de constater les délits ou les contraventions prévus par les lois sur l'art de guérir sont remis entre les mains du ministère public chargé de diriger les poursuites devant les tribunaux.

---

[1] Voir l'arrêté royal du 30 décembre 1884, p. 15.

ARRÊTÉS ROYAUX COORDONNÉS DU 30 DÉCEMBRE 1884 ET DU 15 FÉVRIER 1908

approuvant le règlement sur l'organisation des écoles d'enseignement pour les sages-femmes.

Article premier. — Est approuvé le réglement annexé au présent arrêté et portant organisation des écoles d'enseignement pour les sages-femmes.

Art. 2. — Ces écoles seront réorganisées avant le 1er septembre 1885, conformément aux bases et aux stipulations du dit règlement.

Art. 3. — L'arrêté royal du 6 janvier 1823 est abrogé.

Règlement sur les écoles d'enseignement pour les sages-femmes.

I. — Organisation.

Article premier. — L'organisation des écoles, actuellement existantes, pour l'enseignement des sages-femmes, sera modifiée, de manière à répondre aux dispositions établies ci-après.

Art. 2. — Les provinces pourront créer de nouvelles écoles : plusieurs provinces peuvent se concerter pour en établir à frais communs.

Art. 3. — Les écoles existantes ou à établir prendront la dénomination de : *Ecoles d'enseignement pour les sages-femmes.* Elles doivent être pourvues d'une clinique.

II. — Surveillance, direction, corps enseignant.

Art. 4. — Indépendamment de la surveillance supérieure, qui appartient au département de l'intérieur [1], la surveillance de ces écoles appartient à la députation permanente, secondée par la commission médicale de la province [2].

La députation désigne annuellement, sur la proposition du président de la commission médicale, trois membres de cette commission, chargés d'inspecter l'établissement et de dresser un rapport annuel sur la marche des études, les progrès des élèves et les améliorations à introduire. Après approbation de la commission, le rapport est transmis au gouverneur.

[Toutefois, en ce qui concerne l'école d'enseignement pour les sages-femmes de Liége, la surveillance appartient au département des sciences et des arts et à celui de l'agriculture, secondé par la commission médicale provinciale du ressort.

A cette fin, le département de l'agriculture désigne annuellement, sur la proposition du président de la commission médicale, trois membres de ce collège chargés d'inspecter l'établissement et de dresser un rapport annuel sur la marche des études et les progrès des élèves. Ce rapport est soumis aux Ministres de l'agriculture et des sciences et des arts, après avoir été approuvé par la commission.] [3]

Art. 5. — La direction de l'école est confiée à un professeur, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, et à une maîtresse sage-femme, qui sont, de préférence, le chirurgien et la sage-femme en chef de la maternité à laquelle l'école est annexée.

Le règlement de chaque école établit le mode de nomination du personnel enseignant.

[En ce qui concerne l'école de Liége, la direction appartient au professeur d'obstétrique et de gynécologie de l'Université, qui y fera l'enseignement pratique.

L'enseignement théorique sera donné par un sous-directeur, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, nommé par le

---

(1) Actuellement le département de l'Agriculture.

(2) Actuellement du ressort où est établie l'école.

(3) Arrêté royal du 15 février 1908.

Gouvernement pour un terme de cinq ans, et dont le mandat pourra être renouvelé.

Une assistante pourra être désignée par le Gouvernement pour un terme de deux ans, renouvelable s'il y a lieu.] (1)

III. — Conditions d'admission.

Art. 6. — Pour être admise comme élève, l'aspirante au titre de sage-femme doit :

1° Prouver, par l'extrait de son acte de naissance, qu'elle est âgée de 18 ans au moins et de 30 ans au plus;

Des dispenses d'âge peuvent être accordées par la députation permanente, dans des cas exceptionnels, le bureau de la commission médicale entendu;

2° Fournir un certificat de bonne vie et mœurs, délivré par l'administration de la commune qu'elle habite, et, si elle est mineure, le consentement de ses parents ou tuteur;

[3° Démontrer dans un examen qu'elle sait convenablement lire et écrire la langue dans laquelle se donne l'enseignement et qu'elle possède les notions élémentaires de calcul, de système décimal des poids et mesures, ainsi que des notions relatives à la description de certaines figures géométriques dont la connaissance est nécessaire aux sages-femmes.

Cet examen a lieu, au moins quinze jours avant l'ouverture des cours, devant un comité désigné annuellement par la commission médicale de la province. Pour ce qui concerne l'admission à l'école de Liége, le directeur de cet établissement fait partie de droit du dit comité.

Ce comité opère un classement des récipiendaires, de manière à permettre l'admission de celles qui ont subi le meilleur examen, au cas où le nombre de places disponibles est limité.

Au moment de l'examen, les récipiendaires remettent au comité les pièces indiquées au 1° et 2° du présent article. Ces pièces sont envoyées par lui, en même temps que son rapport sur les propositions d'admission, au bureau de la commission médicale, qui les transmet, avec ses observations, s'il y a lieu, à la députation permanente. Celle-ci statue sur les admissions.

---

(1) Arrêté royal du 15 février 1908.

Pour ce qui concerne l'école de Liège, le bureau de la commission médicale transmet ces documents au Ministre des sciences et des arts qui statue dans l'espèce.] [1]

IV. — Enseignement.

Art. 7. — L'enseignement est donné en français, en flamand ou en allemand, selon les provinces.

Il dure deux années.

Il comprend nécessairement :

1° Un enseignement théorique;
2° Un enseignement pratique;
3° Des notions d'hygiène et de déontologie.

L'enseignement clinique commence à la deuxième année d'études.

Un cours d'enseignement littéraire, dont le programme est arrêté par la députation permanente, peut être annexé à l'établissement.

Art. 8. — L'enseignement théorique se donne conformément aux bases suivantes, développées au programme des examens :

a) Anatomie. — Notions anatomiques, avec démonstrations sur le cadavre, des organes de la génération et de la paturition;

b) Physiologie. — Notions sur la digestion, la circulation et la respiration;

c) Tocologie. — Phénomènes physiques de la grossesse et de l'accouchement; suites de couches, pathologie abrégée de ces divers états; tout ce qui est relatif à l'enfant, aux accidents les plus fréquents qui compliquent l'accouchement, la conduite à tenir par la sage-femme dans ces circonstances, les soins que ces états réclament;

d) Opérations. — Cathétérisme, injections, bains, applications de ventouses et de sangsues, usages du forceps;

e) Hygiène. — Notions;

f) Déontologie. — Notions.

---

(1) Arrêté royal du 15 février 1908.

Art. 9. — L'enseignement pratique comprend :

a) Des exercices pratiques sur le mannequin; moyens à employer pour terminer l'accouchement;

b) Les accouchements à effectuer par les élèves;

c) Le toucher : elles y seront exercées par le professeur et la maîtresse sage-femme, aussitôt qu'elles auront été initiées à la connaissance du bassin et des parties de la génération ;

d) Les élèves de la deuxième année assistent, autant que possible, aux accouchements laborieux.

V. — Moyens d'encouragement.

Art. 10. — Des concours, dont les prix consistent en médailles, livres ou instruments à l'usage des sages-femmes, peuvent être organisés, à la fin de chaque année scolaire, entre les élèves de la première et entre celles de la deuxième année d'études.

Les frais de ces concours sont supportés par la province.

Art. 11. — Des bourses et des subsides peuvent être alloués par le gouvernement, les provinces, les communes et les administrations charitables aux élèves qui n'ont pas de ressources suffisantes pour suivre les cours.

Les règlements provinciaux, rédigés en vertu de l'article 13 ci-après, déterminent le montant et le mode d'allocation des bourses et subsides provinciaux ou communaux.

Les bourses et subsides de l'État et de la province ne sont alloués qu'aux élèves domiciliées dans les localités où la commission médicale constate que le nombre de sages-femmes est insuffisant, ou encore à celles qui s'engagent à s'établir pendant cinq ans dans une localité déterminée et qui se trouve dans ce cas.

Si la sage-femme ne remplit pas cet engagement, qui devra être contracté par écrit, elle peut être contrainte à rembourser le montant des sommes qu'elle a reçues.

VI. — Régime intérieur.

Art. 12. — Les élèves sages-femmes sont internées dans le local où l'école est établie, ou à proximité de ce local. Dans le

cas où des raisons spéciales s'opposent à l'organisation de l'internat, elles seront logées, autant que possible, en commun et sous la surveillance de la maîtresse sage-femme.

Art. 13. — La députation permanente arrête, par un règlement, toutes les dispositions qu'elle juge nécessaires pour l'organisation et l'administration intérieure de l'établissement, d'après les bases du présent règlement organique.

Ces règlements spéciaux sont adoptés par le conseil provincial et soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique (1).

VII. — Rapports a transmettre au Ministre.

Art. 14. — Le gouverneur transmet annuellement au département de l'Intérieur et de l'Instruction publique (2) un rapport sur l'état des écoles d'enseignement pour les sages-femmes qui existent dans la province; il y joint le rapport de la commission d'inspection.

De concert avec les commissions médicales des provinces et les administrations des hospices de maternité auprès desquels les écoles sont établies, la députation permanente propose les modifications et améliorations dont l'expérience aura fait reconnaître l'utilité.

---

(1) Actuellement le Ministre de l'Agriculture.

(2) Actuellement le département de l'Agriculture.

ARRÊTÉ ROYAL DU 30 DÉCEMBRE 1884

prescrivant les règles à suivre pour les examens de capacité de sage femme.

(EXTRAITS.)

ART. 2. — Les règles suivantes seront observées pour l'annonce des examens, l'inscription et la convocation des récipiendaires :

A. Environ un mois à l'avance, un avis inséré au *Moniteur* et dans deux journaux de la province annonce la session des examens, avec invitation de se faire inscrire chez le secrétaire de la commission médicale provinciale. Cet avis indique le délai dans lequel les inscriptions seront reçues.

B. Les pièces requises et qui doivent être jointes à la demande d'inscription sont :

1° Un extrait d'acte de naissance ;

2° Un certificat de moralité délivré par l'administration communale du lieu de résidence ;

Ne sont admises à l'examen que les personnes ayant suivi pendant deux années les cours d'une école d'enseignement pourvue de clinique, organisée conformément au règlement de ces établissements, ou bien celles qui ont suivi pendant deux ans la pratique d'un docteur en médecine ou d'une sage-femme établie depuis plus de cinq ans, et pratiqué au moins quinze accouchements sous la surveillance de ce praticien ou de cette sage-femme.

C. Chaque récipiendaire, régulièrement inscrit, est averti du jour de l'examen par le bureau de la commission médicale.

Après trois échecs successifs, le récipiendaire ne sera plus admis à se représenter dans aucune province.

Art. 3. — Les examens comprennent une épreuve écrite et une épreuve orale et portent au moins sur une question relative à chacune des matières du programme.

L'épreuve écrite dure trois heures. Il sera fait une question sur chacune des branches du programme : anatomie, physiologie, tocologie, hygiène et déontologie.

L'ensemble de l'épreuve orale dure quarante-cinq minutes. Elle comprend, outre les questions sur les différentes parties du programme, des manœuvres sur le mannequin et une épreuve de toucher.

Art. 4. — Tous les examens oraux, à l'exception de cette dernière épreuve, sont publics.

Art. 5. — Immédiatement après chaque session d'examens, la commission médicale transmet au ministre de l'intérieur et de l'instruction publique (1), ainsi qu'aux autres commissions médicales provinciales, la liste des récipiendaires admis et ajournés.

Art. 6 — Toutes les dispositions non prévues par le présent arrêté, seront réglées par les commissions médicales, sous réserve d'approbation par le ministre de l'intérieur et de l'instruction publique (1).

Art. 8. — Les personnes admises après cette époque (1886) en qualité de sage-femme pourront pratiquer dans tout le pays, à condition de soumettre leur certificat de capacité au visa de la commission médicale de la province (2) où elles fixent leur résidence ou comptent se livrer à la pratique.

Les praticiens, munis d'un diplôme délivré par une commission médicale, antérieurement à la mise en vigueur du présent arrêté, auront la faculté d'exercer leur art dans d'autres provinces, s'ils y sont autorisés par le ministre de l'intérieur et de l'instruction publique (1), le bureau de la commission médicale entendu.

---

(1) Actuellement le Ministre de l'Agriculture.

(2) Actuellement du ressort (arrêté royal du 28 février 1895).

ARRÊTÉ ROYAL DU 1er JUILLET 1908

approuvant le programme des examens de sage-femme.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu l'article 4 de la loi du 12 mars 1818;

Vu les articles 12, 13 et 14 de l'arrêté royal du 31 mai 1880;

Vu les propositions de la Commission chargée de préparer la revision des dispositions légales et réglementaires concernant l'exercice des professions médicales et celles de la Commission médicale provinciale de Bruxelles;

Revu l'arrêté royal du 30 décembre 1884 approuvant notamment le programme de l'examen à subir pour l'obtention du certificat de capacité de sage-femme et prescrivant les règles à suivre pour cet examen;

Considérant qu'il y a lieu de reviser le dit programme en vue de le mettre en rapport avec les progrès de la science;

Sur la proposition de notre Ministre de l'agriculture *ad interim*,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Le programme de l'examen de sage-femme, approuvé par l'arrêté royal du 30 décembre 1884, est remplacé par celui annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Ce nouveau programme sera appliqué par les commissions médicales provinciales, chargées de procéder aux examens, à partir de la première session de l'année 1909.

Art. 3. — Notre Ministre de l'agriculture *ad interim* est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 1er juillet 1908.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'agriculture ad interim.

G. Helleputte.

Programme pour les examens de sage-femme.

A. — Anatomie.

a) Notions d'anatomie du corps humain.

b) Description du bassin : os, articulations, parties molles, diamètre du bassin. Description des organes génitaux de la femme. Description des organes en rapport avec l'appareil de la génération et de la glande mammaire.

c) Description de l'œuf humain à terme et aux différentes époques de la grossesse. Annexes fœtales. Signes auxquels on reconnaît l'âge du fœtus aux diverses périodes de la gestation. Caractères généraux du fœtus à terme ; tête du fœtus à terme.

B. — Physiologie.

a) Notions sur la circulation, la respiration et la digestion chez l'adulte.

b) Physiologie des organes génitaux de la femme : menstruation, ovulation, fécondation.

c) Principales fonctions du fœtus : circulation, nutrition, sécrétions, innervation.

C. — Tocologie.

a) Phénomènes physiologiques de la grossesse. Modifications de l'organisme maternel pendant la grossesse. Signes et diagnostic de la grossesse.

Soins et conseils à donner pendant la grossesse.

b) Phénomènes physiologiques du travail. Présentations, positions. Mécanisme de l'accouchement. Grossesses multiples.

Soins à donner avant, pendant et immédiatement après le travail ainsi qu'à la suite des couches à la mère et à l'enfant.

c) Maladies fébriles pendant la grossesse. Varices des femmes enceintes. Affections vénériennes. Vomissements incoercibles. Rétroversion et incarcération de l'utérus gravide. Avortement, accouchement prématuré. Insertion vicieuse du placenta. Maladies de l'amnios. Albuminurie pendant la grossesse. Eclampsie. Grossesse extra-utérine.

Causes, symptômes et diagnostic de ces états pathologiques.

Conduite à tenir par la sage-femme.

d) Accidents les plus fréquents qui compliquent l'accouchement : rétention urinaire, prolapsus du cordon ou d'un membre, hémorragies, rupture utérine, inversion utérine, tumeurs des parties molles, mort apparente du nouveau-né, rétention de l'arrière-faix.

Principaux bassins viciés.

Soins et conduite à tenir par la sage-femme.

e) Application de ventouses, de sangsues. Lavements. Application de médicaments usuels. Injections. Cathétérisme.

f) Extraction par le siège; version par manœuvres internes. Indication de l'emploi du forceps et aide à donner au médecin en cas d'application de cet instrument.

g) Infections puerpérales. Mastites. Hémorragies. Subinvolution utérine.

h) Prophylaxie, symptômes et diagnostic de l'ophtalmie purulente, de l'infection du cordon. Symptômes et diagnostic céphalématome, des hémorragies chez le nouveau-né, de l'érysipèle, de la syphilis, etc.

D. — Hygiène.

a) Notions générales d'hygiène :

Air atmosphérique : Air sec, chaud, froid, humide.

Habitation : Ventilation ; chauffage; éclairage; chambres; lits.

Hygiène corporelle : Vêtements; bains; propreté; exercices; mouvements; sommeil.

Alimentation : Aliments; boissons; régime.

b) Soins hygiéniques à conseiller pendant la grossesse, l'accouchement et les suites de couches.

Asepsie et antisepsie en obstétrique.

c) Hygiène des nouveaux-nés. Augmentation normale du poids de l'enfant pendant les premiers mois de la vie. Intervalle des tétées. Ration alimentaire. Supériorité de l'allaitement au sein. Conditions dans lesquelles doivent se faire l'allaitement mixte et l'allaitement artificiel. Dangers de la suralimentation.

Couveuses : indications, marche et fonctionnement. Gavage.

d) Premiers soins à donner en cas d'accidents subits. Mort; signes de la mort. Préjugés.

E. — Déontologie.

a) Exercice de l'art.

b) Fonctions et devoirs de la sage-femme; qualités qu'elle doit posséder : intellectuelles, morales et physiques.

c) Convenances, rapports sociaux, rapports avec la famille, avec l'autorité. Déclarations, à la Commission médicale provinciale, des cas de fièvre puerpérale et des cas de décès.

d) Déclarations de naissance. Fausses déclarations.

e) Responsabilité médicale. Inobservance des règlements. Fautes, négligences graves dans l'exercice de la profession.

f) Homicides, blessures involontaires résultant de maladresse, d'imprudence.

g) Secret médical.

h) Avortement. Infanticide

DÉCLARATIONS DE NAISSANCE

Code civil :

Art. 55. — Les déclarations de naissance seront faites, dans les trois jours de l'accouchement, à l'officier de l'état civil du lieu : l'enfant lui sera présenté.

Art. 56. — La naissance de l'enfant sera déclarée par le père, par les docteurs en médecine, ..., sages-femmes, ... , ou autres personnes qui auront assisté à l'accouchement ; et, lorsque la mère sera accouchée hors de son domicile, par la personne chez qui elle sera accouchée.

L'acte de naissance sera rédigé de suite, en présence de deux témoins.

Art. 57. — L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui seront donnés, les prénoms, noms, professions et domiciles des père et mère, et ceux des témoins.

Code pénal :

Art. 361. — Toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration prescrite par les articles 55, 56 et 57 du Code civil, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 francs à 200 francs ou d'une de ces peines seulement.

ARRÊTÉ ROYAL DU 1er JUILLET 1908

approuvant les nouvelles instructions pour l'exercice de la profession de sage-femme.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 12 mars 1818 réglant tous ce qui concerne l'exercice des différentes branches de l'art de guérir;

Vu les propositions de la Commission chargée de préparer la revision des dispositions légales et réglementaires concernant l'exercice des professions médicales;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les instructions concernant la profession de sage-femme en vue de les mettre en rapport avec les mœurs médicales actuelles et les progrès de la science;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'agriculture *ad interim*,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les nouvelles instructions, réglementant l'exercice de la profession de sage-femme, annexées au présent arrêté.

Elles entreront en vigueur le 1er août 1908.

ART. 2. — Les instructions du 31 mai 1818 relatives au même objet sont abrogées à partir de la date précitée.

ART. 3. — Notre Ministre de l'agriculture *ad interim* est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 1er juillet 1908.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'agriculture ad interim,

G. HELLEPUTTE.

Instructions pour les sages-femmes

Article premier. — Pour exercer la profession de sage-femme, il faut avoir obtenu l'attestation de capacité prévue par l'aricle 4 de la loi du 12 mars 1818 et avoir fait viser cette attestation par la commission médicale provinciale de sa résidence.

Art. 2. — La sage-femme peut donner aux parturientes ainsi qu'aux nouveau-nés tous les soins que comporte un accouchement naturel ou opéré avec la main.

Elle n'a pas le droit d'employer un instrument dans le but de hâter ou de terminer l'accouchement.

Art. 3. — La propreté la plus rigoureuse et l'emploi des précautions d'asepsie et d'antisepsie sont obligatoires pour la sage-femme.

Avant tout examen de sa cliente, la sage-femme est tenue de se nettoyer soigneusement les ongles, qu'elle doit porter courts, ainsi que de se laver, par un savonnage à l'eau chaude, et de se désinfecter les mains, les poignets et les avant-bras.

Elle est, en général, tenue de prendre tous les soins de propreté et les précautions désirables pour éviter de provoquer toute affection ou maladie, spécialement la fièvre puerpérale. Elle doit notamment :

1° Procéder, préalablement à tout examen, à la désinfection des organes génitaux externes de la parturiente par un savonnage à l'eau bouillie chaude, suivi d'un lavage au sublimé à un demi ou à un pour mille ;

2° Si les organes génitaux ne lui paraissent pas dans l'état physiologique ou si des examens ont déjà été pratiqués, faire une injection vaginale chaude (40°) avec une solution de sublimé à un quart ou à un demi pour mille.

Les solutions de sublimé seront faites à l'eau bouillie ;

3° Appliquer le thermomètre deux fois par jour, le matin et le soir, au moins pendant les cinq premiers jours après l'accouchement ;

4° Avant de faire la toilette du nouveau-né, pratiquer le lavage des yeux de l'enfant au moyen d'eau bouillie tiède ;

5° Si elle a été en contact avec une personne atteinte de maladie infectieuse ou transmissible, se désinfecter elle-même, changer de vêtements et ne reprendre ceux qu'elle a quittés

qu'après leur désinfection par séjour dans l'eau bouillante, trempage dans une solution antiseptique ou passage à l'étuve.

Art. 4. — La trousse des sages-femmes doit contenir les objets indispensables suivants : cure-ongles; brosse à ongles; irrigateur d'Esmarch avec canule de rechange en verre; ciseaux à pointes mousses; cordon pour la ligature ombilicale; thermomètre à maxima contrôlé; sonde de femme; sonde d'homme en gomme élastique; stéthoscope; seringue à lavement; seringue de Pravaz; ergotine pour injections sous-cutanées; ouate hydrophile; solution d'acide phénique pur à 5 p. c.; comprimés de sublimé corrosif, conformes aux indications de la Pharmacopée, permettant de préparer les solutions prévues aux 1° et 2° de l'article 3 des présentes instructions.

L'ergotine, la solution d'acide phénique et les comprimés de sublimé doivent provenir de chez un pharmacien tenant officine ouverte et être munis d'une étiquette portant son nom et son adresse.

La canule de l'irrigateur, celle de la seringue à lavement ainsi que l'aiguille de la seringue de Pravaz, les sondes et les ciseaux seront désinfectés avant et après leur emploi, soit par le passage à l'eau bouillante pendant un quart d'heure, soit par un trempage de dix minutes dans une solution chaude d'acide phénique à 5 p. c.

Art. 5. — Dans la pratique de son art, la sage-femme peut administrer :

1° Les lavements et les laxatifs;

2° Le seigle ergoté, l'extrait et l'extrait fluide de seigle ergoté, les préparations d'ergotine, mais uniquement après la délivrance;

3° Le laudanum, en applications externes; — à l'intérieur, uniquement dans le cas d'un avortement imminent et en attendant le médecin.

La sage-femme ne peut pratiquer d'injection intra-utérine.

Art. 6. — La sage-femme est tenue de faire appeler immédiatement le médecin dans les cas suivants :

A. — *Avant l'accouchement :*

a) Dans tous les cas où un vice de conformation donne lieu de croire que l'accouchement sera difficile ou dangereux;

b) Lorsqu'un état pathologique fait naître les mêmes craintes ;
c) Lorsqu'un avortement paraît imminent.

B. — *Pendant l'accouchement :*

d) Dans tous les cas où la sage-femme ne se rendrait pas exactement compte de la présentation et serait indécise sur la conduite à tenir ;

e) Lorsque la présentation est vicieuse ou que, dans le cours du travail, la sage-femme ne peut atteindre une partie fœtale;

f) S'il y a procidence d'un membre;

g) Lorsqu'il survient une hémorragie grave pendant le travail ;

h) Lorsque la vie de l'enfant est en danger (procidence du cordon; ralentissement ou accélération des battements cardiaques; écoulement du méconium dans la présentation du sommet).

C. — *Après l'accouchement :*

i) Si l'arrière-faix est incomplet;

j) Si le périnée a été déchiré pendant l'accouchement.

Dans ces deux cas, lorsque l'accouchement a eu lieu la nuit, la sage-femme pourra, s'il n'y a pas urgence, attendre jusqu'au matin pour faire appeler le médecin;

k) Lorsqu'une heure après la naissance de l'enfant la délivrance ne s'est pas effectuée;

l) Lorsque, après l'accouchement, que la délivrance soit ffectuée ou non, il survient une hémorragie qui ne puisse êtree arrêtée par le massage de la matrice ou par les autres moyens dont la sage-femme dispose;

m) Dans les cas d'hémorragie grave survenant pendant les couches;

n) Lorsque les lochies prennent de l'odeur;

o) Dans tous les cas où l'accouchée présente les symptômes du début d'une fièvre puerpérale ou si elle a, sous l'aisselle, une température de 38° pendant plus de vingt-quatre heures;

p) Dans tous les cas d'ophtalmie du nouveau-né.

Art. 7. — La sage-femme renseignera immédiatement au président de la commission médicale provinciale du ressort de sa résidence tout cas de fièvre puerpérale qui se sera produit

dans sa clientèle; elle mentionnera, en faisant cette déclaration, si le secret a été réclamé ou s'il s'impose.

Si deux ou un plus grand nombre de cas de fièvre puerpérale se produisent successivement dans la clientèle d'une sage-femme, le président de la commission médicale provinciale apprécie s'il est nécessaire de l'engager à cesser la pratique des accouchements pendant une durée de quinze jours.

Art. 8. — En cas de décès de la parturiente ou de l'enfant pendant ou à la suite de l'accouchement, la sage-femme qui n'aura pas été assistée d'un médecin sera tenue d'en donner avis, dans les vingt-quatre heures, au président de la commission médicale provinciale dans le ressort de laquelle l'événement s'est produit, en donnant tous les renseignements utiles, tant sur les circonstances qui ont amené la mort que sur les démarches faites pour appeler, en temps opportun, un médecin.

Art. 9. — Toute pratique de vaccination par la sage-femme est interdite.

Art. 10. — La sage-femme chez qui s'est inscrite une élève, est tenue d'avertir immédiatement, par écrit, tant du jour de l'entrée que du jour de la sortie de cette élève, le président de la Commission médicale provinciale du ressort, en lui fournissant tous les renseignements utiles au sujet de la manière dont le stage se fait ou s'est effectué.

Ce stage est surveillé par la dite Commission.

Art. 11. — Les infractions aux présentes instructions sont passibles des peines prévues par l'article 22 de la loi du 12 mars 1818 (amende de 10 à 100 florins), sans préjudice de l'application des peines prévues par les articles 18 et 19 de cette loi (art. 18 : pour la première fois, amende de 25 à 100 florins; amende doublée en cas de récidive; pour une troisième infraction emprisonnement de quinze jours à six mois ; — art. 19 : pour la première fois, amende de 25 florins ; pour la seconde, de 50 florins, et, pour la troisième, privation de la patente, pour un terme à déterminer par le juge, mais qui ne pourra être moindre de six semaines ni dépasser un an).

CIRCULAIRE DU 4 JUILLET 1908

à MM. les présidents des commissions médicales provinciales, concernant les arrêtés royaux du 1er juillet 1908.

Monsieur le Président,

Un arrêté royal du 1er juillet courant, dont j'ai l'honneur de vous transmettre des exemplaires, a approuvé de nouvelles instructions pour les sages-femmes en remplacement de celles du 31 mai 1818.

Tandis que les instructions pour les autres catégories de praticiens ont été revisées à différentes reprises, celles qui ont trait à l'exercice de la profession de sage-femme n'avaient jamais été modifiées. Elles ont donc été entièrement remaniées pour être mises en concordance avec les mœurs médicales actuelles, les méthodes d'asepsie et d'antisepsie et les progrès de l'art obstétrical lui-même.

C'est ainsi que des obligations qu'imposait aux sages-femmes l'arrêté de 1818 ont été supprimées, notamment celles de prêter serment avant d'entrer en exercice; de laisser toujours à leur domicile l'indication de l'endroit où elles se trouvent; de transmettre, chaque année, un rapport à la commission médicale au sujet des cas difficiles qu'elles ont rencontrés dans l'exercice de leur art; de se conformer, pour les honoraires, au tarif fixé par la commission médicale.

Par contre, d'autres obligations ont été imposées aux sages-femmes. Elles devront notamment avoir recours désormais aux précautions d'asepsie et d'antisepsie et posséder une trousse renfermant les instruments indispensables à la pratique obstétricale

moderne. Elles devront, aussi, déclarer au président de la commission médicale les cas de fièvre puerpérale qui se présenteront dans leur clientèle. Il est à remarquer que cette déclaration ne dispense pas le médecin traitant de celle qui lui est imposée par l'article 23 de l'arrêté royal du 31 mai 1885.

Le § 2 de l'article 7 dispose que si deux ou un plus grand nombre de cas de fièvre puerpérale se produisent successivement dans la clientèle d'une sage-femme, le président de la commission médicale provinciale appréciera s'il est nécessaire de l'engager à cesser la pratique des accouchements pendant une durée de quinze jours.

Le fait, pour la sage-femme, de n'avoir pas obtempéré à cette invitation, ne tombe sous l'application d'aucune sanction pénale, mais il constituera, dans le cas de contamination d'une nouvelle parturiente et dans l'éventualité de l'introduction d'une action civile en réparation de dommage, une présomption sérieuse de la faute lourde.

Il est à espérer que ces réformes auront pour effet de diminuer la fréquence de la fièvre puerpérale, qui est encore assez grande d'après les renseignements recueillis grâce au service de déclaration volontaire des maladies contagieuses organisé depuis l'année dernière par mon département.

Au surplus, les nouvelles instructions auront également le mérite de déterminer exactement quels sont les droits et les devoirs de la sage-femme.

C'est ainsi que le premier alinéa de l'article 2, en visant la parturiente et son enfant, délimite clairement la période de temps pendant laquelle la sage-femme a le droit de prêter le concours de son art. C'est le temps nécessaire pour tous les soins que comporte un accouchement naturel ou opéré avec la main, ainsi que pour la remise sur pied de l'accouchée, s'il ne survient aucune complication nécessitant l'intervention du médecin.

Mais de là, il ne faut pas conclure qu'avant que l'acte de la parturition ait commencé, la sage-femme ne puisse donner à sa cliente les conseils utiles en vue de faciliter l'accouchement.

D'autre part, les soins procurés à l'enfant par la sage-femme en cette qualité sont les soins ordinaires, à la suite de l'accouchement. Elle a notamment pour devoir de donner des conseils en vue de l'hygiène et de l'alimentation rationnelle du nouveau-

né. Mais elle n'a pas le droit de se substituer au médecin pour le traitement d'une maladie qui se déclarerait chez l'enfant.

La nature des soins que peut donner la sage-femme est encore définie par le second alinéa du même article 2, qui ne fait au surplus que reproduire une disposition ancienne, lorsqu'il prohibe l'emploi de tout instrument pour hâter ou terminer l'accouchement. Le mot « instrument » s'applique au levier, au forceps et à tous les engins qui sont employés pour faciliter ou aider l'expulsion soit du fœtus, soit de l'arrière-faix, dans les cas d'accouchement laborieux. L'interdiction se restreint à l'emploi d'instruments dans l'opération proprement dite de l'accouchement.

L'arrêté donne en principe, à la sage-femme, le droit de pratiquer la version par manœuvres internes. Il y a là une nécessité, malgré les dangers qui peuvent en résulter pour la mère et pour l'enfant. Mais l'indication de cette opération peut être extrêmement urgente, en cas d'hémorragie, par exemple, et, d'un autre côté, l'intérêt des vies en cause exige qu'on ne retarde à aucun prix le moment véritablement opportun de l'action.

Est-ce à dire que la sage-femme aura le droit de faire toujours seule et de parti pris la version sans recourir au médecin? Nullement Dans tous les cas où celle-ci est nécessaire, il s'agit d'un de ces accouchements laborieux, prévus à l'article 6 de l'arrêté, où la sage-femme est tenue de faire appel au médecin. Tout en se tenant prête à agir au moment favorable, tout en n'hésitant pas à faire la version dans ces conditions, elle devra faire chercher un médecin qui, s'il arrive à temps, prendra la direction du traitement.

Afin de renseigner les sages-femmes au sujet des limites normales de leur attributions, l'arrêté énumère les cas où, avant, pendant et après l'accouchement, la sage-femme doit faire appel à un médecin.

Néanmoins les cas d'urgence, par exemple une hémorragie qui se déclare, peuvent être tels que la sage-femme, tout en faisant appeler immédiatement le médecin, ne pourrait se dispenser de faire ou de prescrire tout ce qu'il lui paraît indispensable. Ces éventualités ne sont pas susceptibles d'être régies par des textes réglementaires : ce sont des questions d'humanité qui échappent au domaine de la réglementation.

Vous trouverez, également annexés à la présente circulaire,

des exemplaires de l'arrêté royal du 1er juillet dernier, qui a modifié le programme de l'examen de sage-femme.

A ce programme ont été ajoutées des notions sur l'asepsie et l'antisepsie et sur la connaissance des préceptes relatifs à la santé des mères et des jeunes enfants. Il comprendra aussi, à l'avenir, certaines notions essentielles de l'hygiène de la première enfance: « Augmentation normale du poids de l'enfant pendant les premier mois de la vie. Intervalles des tétées. Ration alimentaire. Supériorité de l'allaitement au sein. Conditions dans lesquelles doivent se faire l'allaitement mixte et l'allaitement artificiel. Dangers de la suralimentation ».

Pour que ces réformes et principalement les nouvelles instructions produisent tous les résultats avantageux que l'on est en droit d'en attendre, il serait nécessaire de compléter la formation des sages-femmes, tant au sujet des méthodes antiseptiques et de l'hygiène des nouveau-nés, qu'au sujet de leurs droits et de leurs devoirs.

J'écris, à cet effet, à MM. les gouverneurs des provinces pour les engager à réorganiser, avec le concours des commissions médicales provinciales, les conférences qui ont été données aux sages-femmes pendant plusieurs années dans la plupart des provinces.

Le Ministre ad interim,
G. Helleputte.

CONVENTIONS INTERNATIONALES

conclues entre la Belgique et les pays limitrophes.

En vertu des conventions internationales, conclues entre la Belgique et les pays limitrophes, les sages-femmes, établies dans les communes limitrophes des frontières, sont autorisées à exercer leur art dans les communes limitrophes du pays voisin.

Celles qui usent de cette faculté doivent se conformer à la législation médicale, ainsi qu'aux mesures administratives en vigueur dans ce pays.

Les sages-femmes qui ne se conformeront pas aux dispositions légales ou administratives, pourront être privées du bénéfice des dites conventions.

La liste nominative des sages-femmes, établies dans les communes belges limitrophes, est dressée annuellement au mois de janvier par le Ministre de l'Agriculture, avec le concours des commissions médicales provinciales et elle est communiquée aux gouvernements étrangers.

Les sages-femmes exerçant, en vertu de ces conventions, leur art dans les communes de l'État voisin, n'ont pas le droit de s'y fixer ou d'y établir un domicile, sans se conformer à la législation en vigueur dans cet État relativement à l'exercice de leur art et sans se soumettre à de nouveaux examens.

MINISTERIE VAN LANDBOUW

BEHEER VAN DEN GEZONDHEIDSDIENST

VERZAMELING

DER

WETS- EN VERORDENINGSBEPALINGEN

BETREFFENDE

HET UITOEFENEN VAN HET BEROEP VAN VROEDVROUW

BRUSSEL

M. WEISSENBRUCH, DRUKKER DES KONINGS

UITGEVER

49, PRIEMSTRAAT, 49

1908

3 0112 077834445

BEHEER VAN DEN GEZONDHEIDSDIENST

Vlaamsche en Fransche uitgaven :

Maandschrift van het Beheer van den gezondheidsdienst. Inschrijvingsprijs, voor één jaar . . . . . fr. 3.00

Idem. — Fransche uitgaaf 3.00

Verzameling der wettelijke en bestuurlijke verordeningen betreffende de uitoefening der geneeskundige beroepen. . . 0.50

Idem. — Fransche uitgaaf 0.50

Verzameling der wets- en verordeningsbepalingen betreffende het uitvoeren van het beroep van vroedvrouw. — Uitgaaf in de twee talen 0.25

Practische onderrichtingen ten gebruike van de besturen en van het volk om het ontstaan der aanstekelijke ziekten te voorkomen en hunne uitbreiding te bestrijden 0.50

Idem. — Fransche uitgaaf 0.50

Gezondheid en gezondmaking der werkmanswoningen . . . 0.25

Idem. — Fransche uitgaaf 0.25

Wettelijke en bestuurlijke bepalingen betrekkelijk de vleeschkeuring 0.25

Idem. — Fransche uitgaaf 0.25

Fransche uitgaven :

Jaarlijksche verslagen der provinciale geneeskundige commissiëen. . . . . . fr. 3.00

Verzameling der verslagen van den Hoogeren gezondheidsraad. Inschrijvingsprijs, voor één jaar 1.50

Verzameling van modelplannen voor werkmanswoningen. Prijs van één plan. 0.50

Onderzoek nopens het drinkwater in België. 8.00

Wetgevingen in den Vreemde betrekkelijk het vervalschen van boter, kaas en reuzel 1.00

Wetgevingen in den Vreemde betreffende den melkhandel . . 0.25

De inschrijvingsaanvragen voor het *Maandschrift*, alsmede voor de *Jaarlijksche verslagen der provinciale geneeskundige commissiën*, en voor de *verzameling der verslagen van den Hoogeren gezondheidsraad*, moeten gezonden worden aan de HH. Vromant & Cie, boekuitgevers, Parochiaanstraat, 15, te Brussel.

De modelplannen van werkmanswoningen kunnen geraadpleegd vorden en zijn te koop gesteld in het *Handelsmuseum*, Augustijnenstraat, 15, te Brussel.

De andere uitgaven zijn te verkrijgen bij M. Lamertin, uitgever, Houtmarktstraat, 20, te Brussel.

VERZAMELING

DER WETS- EN VERORDENINGSBEPALINGEN

BETREFFENDE

HET UITOEFENEN VAN HET BEROEP VAN VROEDVROUW

MINISTERIE VAN LANDBOUW

BEHEER VAN DEN GEZONDHEIDSDIENST

VERZAMELING

DER

WETS- EN VERORDENINGSBEPALINGEN

BETREFFENDE

HET UITOEFENEN VAN HET BEROEP VAN VROEDVROUW

BRUSSEL

M. WEISSENBRUCH, DRUKKER DES KONINGS

UITGEVER

49, PRIEMSTRAAT, 49

1908

SAMENVATTING

Bladz.

Wet van 12n Maart 1818 ter regeling van hetgene betrekkelijk is tot de uitoefening van de verschillende takken der geneeskunde . . 5

Koninklijk besluit van 31n Mei 1880 aangaande de provinciale geneeskundige commissiën 7

Geordend koninklijke besluiten van 30n December 1884 en van 15n Februari 1908 de verordening goedkeurende, betreffende de inrichting der onderwijsscholen voor vroedvrouwen 9

Koninklijk besluit van 30n December 1884 de reglen voorschrijvende bij de examens van vroedvrouw na te volgen 15

Koninklijk besluit van 1n Juli 1908 de programma voor de examens van vroedvrouw goedkeurende. 18

Verklaringen van geboorte 22

Koninklijk besluit van 1n Juli 1908 de nieuwe onderrichtingen goedkeurende voor het uitoefenen van het beroep van vroedvrouw . . 23

Omzendbrief van 4 Juli 1908 aan de HH. Voorzitters der provinciale geneeskundige commissiën 28

Internationale overeenkomsten 32

WET VAN 12n MAART 1818

ter regeling van hetgene betrekkelijk is tot de uitoefening van de verschillende takken der geneeskunde.

(UITTREKSELS.)

Art. 4. — De werkzaamheden der provinciale commissiën zullen bestaan :

a) In het onderzoek en de beoordeeling van de bekwaamheid (1) of bevoegdheid (2) dergenen welke zich tot uitoefening van eenigen tak der geneeskunst, in derzelver provincie of distrikt nederzetten;

b) In het afleveren van behoorlijke getuigschriften van bekwaamheid, aan al degenen die binnen derzelver provincie of distrikt tot ..... vroedvrouw, ... wenschen bevorderd te worden (3);

c) In het toevoorzicht binnen dezelve op de richtige en goede uitoefening van de praktijk der geneeskundige wetenschappen, door reeds gevestigden, en op al datgene hetwelk de gezondheid der ingezetenen, in het algemeen, aanbelangt (4);

d) In waakzaam te zijn bij het ontstaan van contagieuse en epidemische ziekten in derzelver provincie of distrikt.

---

(1) Is enkel nog toepasselijk op de tandmeesters, de vroedvrouwen en de drogisten.

(2) Betreft het visa der diploma's (artikel 10 van het koninklijk besluit van 31n Mei 1880.

(3) Koninklijke besluiten van 31n Mei 1880 (artikelen 12, 13, 14), 30n December 1884 en 1n Juli 1908.

(4) Koninklijk besluit van 31n Mei 1880 (art. 15).

Art. 18. — Alle onbevoegde personen, eenigen tak der geneeskunst hoe ook genaamd, uitoefenende, zullen voor de eerste maal verbeuren eene boete van 25 tot 100 guldens, met confiscatie hunner geneesmiddelen; voor de tweede maal achterhaald wordende, het dubbel daarvan betalen, en bij de derde overtreding, met gevangenis van twee weken tot zes maanden worden gestraft.

Art. 19. — Diegenen, welke eenen anderen tak van geneeskunst oefenen, of op eenige andere wijze de geneeskundige praktijk exerceren, dan waartoe zij, volgens den inhoud dezer wet, gerechtigd zijn, zullen voor de eerste maal verbeuren 25 guldens; bij de tweede maal 50 guldens, terwijl zij voor de derde reize door intrekking van hun patent voor een, naar de omstandigheden, door den rechter te bepalen tijd van niet korter dan zes weken en niet langer dan een jaar, zullen worden gestraft.

Art. 22. — Alle contraventiën tegen eenige dispositiën van de tegenwoordige wet, waarop geene bepaalde penaliteit is vastgesteld, zullen gestraft worden met eene boete van 10 tot 100 guldens.

Art. 23. — De commissiën van geneeskundig onderzoek en toevoorzicht zullen de processen-verbaal en andere bewijzen tot overtredingen tegen deze wet betrekkelijk, stellen in handen van het openbaar ministerie om voor den bevoegden rechter vervolgd te worden, volgens de bestaande wetten.

KONINKLIJK BESLUIT VAN 31ⁿ MEI 1880

aangaande de provinciale geneeskundige commissiën.

(UITTREKSELS)

---

§ 2. — *Ambtstoekenningen.*

ART. 10. — De provinciale geneeskundige commissiën zijn gelast met de titels te onderzoeken, en voor gezien te onderteekenen, van allen persoon die zich in de provincie vestigt om er welkdanig eenen tak der geneeskunde uit te oefenen, en met jaarlijks eene lijst op te maken der personen welke daartoe wettig gamachtigd zijn.

De formaliteit van het visa heeft kosteloos plaats.

ART. 12. — Zij zijn gelast de bekwaamhied te onderzoeken der personen die vragen het beroep van vroedvrouw en van tandmeester uit te oefenen.

Te dien einde . . . . . dragen zij jaarlijks, onder hunne verantwoodelijkheid en onder het voorzitterschap van een hunner leden, aan een comiteit samengesteld uit drie personen, de voorzitter inbegrepen, de zending op tot examens over te gaan.

[Wanneer binnen het gebied van eene geneeskundige commissie eene onderwijsschool van Staat of provincie bestaat voor de vroedvrouwen, zal het comiteit samengesteld zijn uit vijf personen waaronder noodzakelijk den leeraar en desgevallende den hulpleeraar dezer school.] (1)

---

(1) Bepaling ingevoerd door koninklijk besluit van 15ⁿ Februari 1908.

Art. 13. — De bekwaamheidsgetuigschriften welke zij, op het advies van elk comiteit, afleveren, worden, voor geheel het rijk, opgesteld overeenkomstig een eenvormig model. Zij vermelden dat de aannemeling ontvangen is geworden : op eene voldoende wijze, met onderscheiding, met groote onderscheiding of met de grootste onderscheiding.

Art. 14. — De voorwaarden welke de aannemelingen moeten aanbieden alsmede de regelen in de examens te volgen en de te betalen rechten worden door bijzondere bepalingen wastgesteld (1).

De examens der leerlingen-vroedvrouwen zijn vrijgesteld van rechten.

Art. 15. — De provinciale geneeskundige commissiën zijn gelast met het toezicht over alles wat de openbare gezondheid in hun gebied aanbelangt; zij waken over de naleving der wetten en der verordeningen, betrekkelijk de politie der geneeskundige beroepen en de openbare gezondheid.

Zij doen aan de bevoegde overheden al de inbreuken kennen welke zij op de voorschriften der openbare gezondheid, alsmede op de wets- en verordeningsbepalingen, vaststellen.

Art. 16. — De processen-verbaal, welke zij opmaken tot vaststelling der misdrijven of overtredingen voorzien bij de wetten op de geneeskunde, worden in de handen gesteld van het openbaar ministerie gelast met de vervolgingen voor de rechtbanken te leiden.

---

(1) Zie Koninklijk besluit van 30n December 1884, bl. 15.

GEORDEND KONINKLIJKE BESLUITEN VAN 30n DECEMBER 1884 EN VAN 15n FEBRUARI 1908

de verordening goedkeurende, betreffende de inrichting der onderwijsscholen voor vroedvrouwen.

Artikel één. — Is goedgekeurd, de verordening gevoegd bij het tegenwoordig besluit en bevattende inrichting der onderwijsscholen voor vroedvrouwen.

Art. 2. — Die scholen zullen vóór 1n September 1885 heringericht worden, overeenkomstig de grondslagen en bepalingen van die verordening.

Art. 3. — Het koninklijk besluit van 6n Januari 1823 is ingetrokken.

Verordening betreffende de onderwijsscholen voor vroedvrouwen.

I. — Inrichting.

Artikel één. — De inrichting der thans bestaande onderwijsscholen voor vroedvrouwen, zal derwijze veranderd worden, dat zij aan de volgende bepalingen voldoen.

Art. 2. — De provinciën zullen nieuwe scholen kunnen oprichten : verscheidene provinciën mogen zich met elkander verstaan om er te stichten op gemeene kosten.

Art. 3. — De bestaande of op te richten scholen zullen de benaming aannemen van : Onderwijsscholen voor vroedvrouwen. Zij moeten voorzien zijn van eene kliniek.

II. — Bewaking, bestuur, onderrichtingskorps.

Art. 4. — Behalve het hooger toezicht dat toebehoort aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken [1], behoort het toezicht dezer scholen aan de Bestendige Deputatie, bijgestaan door de geneeskundige commissie der provincie [2].

Op voorstel des voorzitters der geneeskundige commissie, duidt de Deputatie jaarlijks drie leden dier commissie aan, belast met het toezicht van het gesticht en met het opmaken van een jaarlijksch verslag over den gang der studiën, den vooruitgang der leerlingen en de toe te brengen verbeteringen. Na goedkeuring der commissie wordt dit verslag verzonden naar den Gouverneur.

[Doch wat de onderwijsschool betreft voor vroedvrouwen, te Luik, behoort de bewaking aan het departement van Wetenschappen en Kunsten en aan dit van Landbouw, bijgestaan door de provinciale geneeskundige commissie van het gebied.

Te dien einde duidt het departement van Landbouw jaarlijks, op voordracht van den voorzitter der provinciale geneeskundige commissie, drie leden van dit college, belast met het toezicht van het gesticht en het opmaken van een jaarlijksch verslag over den gang der studies en den vooruitgang der leerlingen. Dit verslag is onderworpen aan de Ministers van Landbouw en van Wetenschappen en Kunsten, na goedkeuring der commissie.] [3]

Art. 5. — Het bestuur der school wordt toevertrouwd aan eenen leeraar, doctor in de genees-, heel- en vroedkunde, en aan eene meesteres-vroedvrouw, bij voorkeur den heelmeester en de oppervroedvrouw van het verlossingsgesticht waaraan de school is gehecht.

De verordening van iedere school zal de wijze vaststellen der benoeming van het onderwijzend personeel.

[Wat de school van Luik betreft, behoort het bestuur aan den leeraar van obstetriek en gynecologie der Universiteit die aldaar het praktisch onderwijs geven zal.

Het theoretisch onderwijs zal gegeven worden door een onder-

---

(1) Thans, het Ministerie van Landbouw.

(2) Thans, van het gebied waarin de school is gesticht.

(3) Koninklijk besluit van 15n Februari 1908.

bestuurder, dokter in de geneeskunde, heel- en vroedkunde, door de Regeering benoemd voor een termijn van vijf jaar, en wiens mandaat mag vernieuwd worden.

Eene bijleeraares zal kunnen aangewezen worden door de Regeering voor een termijn van twee jaar, zoo noodig vernieuwbaar.] (1)

III. — Aannemingsvoorwaarden.

Art. 6. — Om aangenomen te worden als leerlinge, moet de aspirante voor den titel van vroedvrouw :

1° Bewijzen, door een uittreksel uit hare geboorteakte, dat zij ten minste 18 en ten hoogste 30 jaar oud is ;

Leeftijdsvrijstellingen kunnen, in buitengewone gevallen, verleend worden, door de Bestendige Deputatie, na het bureel van de geneeskundige commissie gehoord te hebben ;

2° Een getuigschrift indienen van goed gedrag en zeden, afgeleverd door het bestuur der gemeente door haar bewoond, en, indien zij minderjarig is, de toestemming harer ouders of van haren voogd ;

[3° Bewijzen door een examen dat zij behoorlijk de taal leest en schrijft waarin het onderwijs gegeven wordt, en dat zij de begrippen bezit van de rekenkunde, van het tiendeelig stelsel van maten en gewichten, alsook de begrippen betrekkelijk zekere geometrische figuren waarvan de kennis noodzakelijk is voor de vroedvrouwen

Dit examen heeft plaats, ten minste vijftien dagen vóór de opening der leergangen, vóór een comiteit telken jare aangesteld door de geneeskundige commissie der provincie. Wat de aanneming betreft in de school van Luik, maakt de bestuurder van dit gesticht van rechtswege deel van dit comiteit.

In geval het getal der beschikbare plaatsen bepaald is, rangschikt dit comiteit de recepiendarissen derwijze de aanneming toe te laten van deze die het best examen afgelegd hebben.

Op het oogenblik van het examen overhandigen de recipiendarissen aan het comiteit de stukken aangeduid in 1° en 2° van dit artikel. Deze stukken zullen door dit comiteit terzelfder tijd als zijn verslag over de voorstellen tot aanneming, overgemaakt

---

(1) Koninklijk besluit van 15n Februari 1908.

worden aan het bureel der geneeskundige commissie, die ze, zoo noodig, met hare aanmerkingen aan de bestendige deputatie laat geworden. Deze laatste beslist over de aannemingen. Wat de school van Luik betreft, maakt het bureel der geneeskundige commissie deze stukken over aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten, die er over beslist] (1)

IV. — Onderwijs.

Art. 7. — Het onderwijs wordt, volgens de provinciën, in het Nederlandsch, het Fransch of het Duitsch gegeven.

Het duurt twee jaar.

Het begrijpt noodzakelijk :

1° Een theoretisch onderwijs;

2° Een praktisch onderwijs;

3° Grondbeginselen van gezondheids- en plichtenleer.

Het klinische onderwijs begint het tweede studiejaar.

Een leergang van letterkundig onderwijs, waarvan het programma door de Bestendige Deputatie wordt vasgesteld, kan aan het gesticht gehecht worden.

Art. 8. — Het theoretisch onderwijs wordt gegeven overeenkomstig de volgende grondslagen, ontwikkeld in het examensprogramma :

a) Ontleedkunde. — Grondbeginselen der ontleedkunde, met aantooning op het lijk, der telings- en baringsorganen ;

b) Natuurleer. — Grondbeginselen der spijsvertering, van den bloedsomloop en der ademhaling;

c) Verloskunde. — Physieke verschijnselen der zwangerheid en der baring; gevolgen der baring; beknopte ziekteleer dezer verschillende toestanden; alles wat betrekking heeft op : het kind, de meest voorkomende ongevallen welke de baring bemoeilijken, de gedragslijn door de vroedvrouw te volgen in al die omstandigheden, de zorgen door die toestanden vereischt;

d) Behandelingen. — Wateraftapping, inspuitingen, baden, zetten van bussen en echels, gebruik der verlostang;

e) Gezondheidsleer. — Grondbeginselen;

f) Plichtenleer. — Grondbeginselen.

---

(1) Koninklijk besluit van 15n Februari 1908.

Art. 9. — Het praktisch onderwijs bevat :

a) Praktische oefeningen op het vroedbeeld; te gebruiken middelen om de baring te voleinden;

b) De verlossingen, door de leerlingen te doen;

c) Het voelen : daarin zullen zij geoefend worden door den leeraar en de meesteres-vroedvrouw, zoodra zij ingewijd zijn in de kennis van het bekken en van de telingsorganen;

d) De leerlingen van het tweede studiejaar wonen, zooveel mogelijk, de moeilijke baringen bij.

V. — Aanmoedigingsmiddelen.

Art. 10. — Prijskampen, waarvan de prijzen bestaan in medaliën, boeken of werktuigen door vroedvrouwen gebruikt, kunnen ingericht worden, op het einde van elk schooljaar, tusschen de leerlingen van het eerste en tusschen die van het tweede studiejaar.

De kosten dier prijskampen zijn ten laste der provincie.

Art. 11. — Beurzen en toelagen kunnen door de Regeering, de provinciën, de gemeenten en de Weldadigheidsbesturen toegekend worden aan de leerlingen, welke geene genoegzame middelen bezitten om de leergangen te volgen.

De provinciale verordeningen, opgesteld krachtens het hiernavolgend artikel 13, bepalen het bedrag en de wijze van verleening der provinciale en gemeentelijke beurzen en toelagen.

De beurzen en toelagen van Staat en provincie worden slechts verleend aan leerlingen, gehuisvest in gemeenten waar de geneeskundige commissie vaststelt, dat het getal der vroedvrouwen ontoereikend is, of aan die welke zich verbinden, zich gedurende vijf jaar te vestigen in eene bepaalde gemeente, welke in hetzelfde geval verkeert.

Volbrengt de vroedvrouw die verbintenis niet, welke schriftelijk gedaan wordt, kan zij gedwongen worden het bedrag der sommen door haar ontvangen terug te geven.

VI. — Binnenregiem.

Art. 12. — De vroedvrouwen-leerlingen bewonen het gebouw waarin de school is gevestigd, of een ander in de nabijheid van

dit lokaal. In geval bijzondere redenen zich verzetten tegen de inrichting der kostschool, worden ze, zooveel mogelijk, gezamenlijk en onder de bewaking van de meesteres-vroedvrouw, gehuisvest.

Art. 13. — De bestendige deputatie stelt door eene verordening al de nuttig geachte bepalingen vast, voor de inrichting en het binnenbeheer van het gesticht, volgens de grondslagen van de tegenwoordige inrichtende verordening.

Die bijzondere verordeningen zijn aangenomen door den provincieraad en aan de goedkeuring van den Minister van binnenlandsche zaken en openbaar onderwijs onderworpen (1).

VII. — Verslagen aan den Minister over te maken.

Art. 14. — De Gouverneur stuurt jaarlijks naar het Ministerie van binnenlandsche zaken en openbaar onderwijs (2) een verslag over den staat der onderwijsscholen voor vroedvrouwen welke in de provincie bestaan; hij voegt er het verslag bij der toezichtscommissie.

Gezamenlijk met de geneeskundige commissiën der provinciën en de besturen der verlossingsgestichten bij dewelke de scholen zijn gevestigd, stelt de bestendige deputatie de veranderingen en verbeteringen voor waarvan de ondervinding het nut heeft bewezen.

---

(1) Thans, de Minister van Landbouw

(2) Thans, het departement van Landbouw.

KONINKLIJK BESLUIT VAN 30n DECEMBER 1884

de regelen voorschrijvende bij de examens van vroedvrouw na te volgen.

(UITTREKSELS.)

ART. 2. — Voor de aankondiging der examens, de inschrijving en de oproeping der opnemelingen zullen de volgende regelen worden gevolgd :

A. Omstreeks eene maand te voren, kondigt een in den *Moniteur* en in twee nieuwsbladen der provincie geplaatst bericht den zittijd der examens aan, met uitnoodiging zich bij den secretaris der provinciale geneeskundige commissie te doen inschrijven. Dit bericht duidt de tijdsruimte aan, binnen welke de inschrijvingen worden ontvangen ;

B. De vereischte stukken, die bij de aanvraag moeten gevoegd worden, zijn ;

1° Een uittreksel uit de geboorteakte ;

2° Een bewijs van goed gedrag, afgegeven door het gemeentebestuur der verblijfplaats ;

Tot het examen worden alleen toegelaten de personen die gedurende twee jaar de leergangen eener van eene kliniek voorziene school hebben gevolgd, welke overeenkomstig de verordening op deze gestichten is ingericht, ofwel zij die gedurende twee jaar de praktijk hebben gevolgd van eenen doctor in de geneeskunde of eener, sedert meer dan vijf jaar oefenende vroedvrouw, en minstens vijftien verlossingen, onder het toezicht van dien geneesheer of die vroedvrouw, hebben verricht ;

C. Elke regelmatig ingeschreven opnemeling wordt door het bureel der geneeskundige commissie van den dag des examens verwittigd.

Na drie achtereenvolgende malen niet te zijn geslaagd, zal de opnemeling zich in geene provincie nog opnieuw mogen aanbieden.

Art. 3. — De examens bestaan uit eene schriftelijke en eene mondelinge proef en rollen over minstens een op elk der vakken van het programma betrekkelijk vraagstuk.

De schriftelijke proef duurt drie uren. Er zal eene vraag betrekkelijk elk der vakken van het programma worden gesteld : ontleedkunde, natuurleer, verloskunde, gezondheids- en plichtenleer.

De geheele mondelinge proef duurt vijf en veertig minuten. Zij omvat, behalve de vragen betrekkelijk de verschillende deelen van het programma, handgrepen op de ledepop en eene proef nopens het ondertasten.

Art. 4. — Al de mondelinge examens, deze laatste proef uitgezonderd, zijn openbaar.

Art. 5. — Onmiddellijk na elken zittijd voor de examens, richt de geneeskunnige commissie aan den Minister van binnenlandsche zaken en openbaar onderwijs (1), alsmede aan de overige provinciale geneeskundige commissiën, eene lijst der toegelaten en uitgestelde opnemelingen.

Art. 6. — Alle bepalingen door het tegenwoordig besluit niet voorzien, zullen, behoudens goedkeuring van den Minister van binnenlandsche zaken en openbaar onderwijs (1), door de geneeskundige commissiën geregeld worden.

Art. 8. — De personen die na dit tijdstip (1886) als vroedvrouw worden toegelaten, zullen hun beroep in het geheele land mogen uitoefenen, op voorwaarde dat zij hun getuigschrift van bekwaamheid onderwerpen aan het visa der geneeskundige commissie der provincie (2) waar zij zich vestigen of voornemens zijn hun beroep uit te oefenen.

---

(1) Thans, de Minister van Landbouw.

(2) Thans, van het gebied (koninklijk besluit van 28n Februari 1895).

De prakticussen, wanneer zij voorzien zijn van een diploma door eene geneeskundige commissie afgeleverd, vóór het tegenwoordig besluit in werking trad, zullen de bevoegdheid hebben hunne kunst in andere provinciën uit te oefenen, indien zij daartoe door den Minister van binnenlandsche zaken en openbaar onderwijs [1], na het hooren van het bureel der geneeskundige commissie, zijn gemachtigd.

---

[1] Thans, de Minister van Landbouw.

KONINKLIJK BESLUIT VAN 1ᵉ JULI 1908

de programma voor de examens van vroedvrouw goedkeurende.

LEOPOLD II, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien artikel 4 der wet van 12 Maart 1818;

Gezien de artikelen 12, 13 en 14 van het koninklijk besluit van 31 Mei 1880;

Gezien de voorstellen van de commissie, belast met het bereiden der herziening van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening der verschillende vakken der geneeskunde, en deze van de provinciale geneeskundige commissie van Brussel;

Herzien het koninklijk besluit van 30 December 1884, namelijk het programma goedkeurende van het af te leggen examen tot het bekomen van het bekwaamheidscertificaat van vroedvrouw en de voor dit examen na te leven regelen;

Overwegende dat het van belang is gezegd programma te overzien om het op de hoogte te brengen der wetenschap;

Op voorstel van Onzen Minister van Landbouw *ad interim*,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTIKEL ÉÉN. — Het programma van het examen van vroedvrouw, goedgekeurd bij Koninklijk besluit van 30 December 1884, wordt door het hierbijgaande vervangen.

ART. 2. — Dit nieuw programma zal, te rekenen van den eersten zittijd van het jaar 1909, toegepast worden door de provinciale geneeskundige commissiën, welke belast zijn tot de examens over te gaan.

Art. 3. — Onze Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Laeken, den 1e Juli 1908.

LEOPOLD.

Van 's Konings wege :

De Minister van Landbouw ad interim,

J. Helleputte.

Programma voor de examens van vroedvrouw.

A. — Ontleedkunde.

a) Begrippen van ontleedkunde van het menschelijk lichaam;

b) Beschrijving van 't bekken : beenderen, gewrichten of bekkenvoegen, zachte deelen, afmetingen van het beenderig bekken. Beschrijving der teeldeelen van de vrouw. Beschrijving der organen in betrekking met het voortteelingstelsel en de borsten;

c) Beschrijving van het menschelijk ei op baringstijd en op de verschillende tijdstippen der zwangerheid. Toebehoorten der vrucht. Teekens waaraan men den ouderdom erkent der vrucht op de verschillende tijdstippen der zwangerheid. Algemeene kenteekens der vrucht en van deszelfs hoofd op het einde der zwangerschap.

B. — Levensleer.

a) Begrippen over den bloedomloop, de ademhaling en de spijsverteering bij de volwassenen;

b) Levensleer der teeldeelen van de vrouw : maandvloed, eivorming, bevruchting;

c) Voornaamste levensverrichtingen van de vrucht : bloedomloop, voeding, afscheidingen, zenuwstelsel.

C. — Verloskunde.

a) Natuurlijke verschijnselen der zwangerheid. Veranderingen in het moederlijk organism; vruchtverschijnselen. Teekenen en erkenning der zwangerheid.

Verzorging der zwangere vrouw;

b) Natuurlijke verschijnselen der baring. Liggingen en plaatsingen. Werktuigelijke verschijnselen der baring. Meervoudige zwangerheid;

Verzorging der barende vrouw; verzorging tijdens het nageboortetijdperk en in den kraamstaat. Verzorging van het kind;

c) Koortsachtige ziekten gedurende de zwangerheid. Aderspatten der zwangere vrouwen. Venusziekten. Hardnekkig braken. Achterwaartsligging en overbuiging of inklemming der zwangere baarmoeder. Miskraam en vroegtijdige baring. Onregelmatige inplanting van den moederkoek. Ziekten van het lamsvlies. Bloedvloeiingen en watervloeiingen tijdens de zwangerheid. Buitenbaarmoederlijke zwangerschap. Kraamstuipen.

Oorzaken, verschijnselen en erkenning der ziekelijke toestanden.

Behandeling derzelve door de vroedvrouw.

d) Meest vastgestelde ongevallen die de verlossing vermoeilijken : pisopstopping; uitzakking van navelstreng en ledematen; bloedvloeiingen, scheuring der baarmoeder, omkeering der baarmoeder; gezwellen in het doortochtskanaal; schijndood van het kind; overmatige vaste aankleving van den moederkoek.

Voornaamste misvormde bekkens.

Hoe de vroedvrouw hare zorgen moet geven en zich gedragen;

e) Toepassing van bussen, bloedzuigers. Klisteer of darmspoeling. Gebruik van gewone geneesmiddelen. Inspuitingen. Blaaspeiling;

f) Uithaling bij bekkeneindligging; keering op de voeten of met inwendige kunstgreep. Aanwijzingen voor het gebruik der verlostang; medehulp van de vroedvrouw aan den verloskundige in geval van gebruik van dit verlostuig;

g) Kraamziekten. Ontsteking der borsten. Bloedslossing. Gebrekkige involutie.

h) Voorzorgen, kenteekens en erkenning van de etterige oogziekte des kinds, ontsteking der navelstreng. Kenteeken en kenning van het hoofd- en bloedgezwel, roos en venusziekte.

D. — Gezondheidsleer.

a) Algemeene begrippen van gezondheidsleer :

Lucht : drooge, warme, koude, vochtige lucht.

Woning : verluchting; verwarming, verlichting; kamers; bedden.

Gezondheidsleer van het lichaam : kleederen ; baden ; reinheid ; oefeningen ; bewegingen ; slaap.

Voeding : spijzen, drank ; levensregel.

b) Gezondheidszorgen der zwangere, barende en kramende vrouw.

Asepsie en antisepsie in de verloskunde.

c) Gezondheidsleer der pas geborenen. Normale verhooging van het gewicht van het kind gedurende de eerste levensmaanden. Regeling van het zuigen ; spijshoeveelheid. De voeding met de borst is de beste. Hoe de gemengde en de kunstmatige voeding moeten gedaan worden. Gevaren van de overvoeding.

Broeikassen : onderrichtingen ; werkingswijze. Opproppring.

d) Eerste zorgen te geven bij plotselinge ongevallen. Dood. Teekens des doods. Vooroordeelen.

E. — Plichtenleer.

a) Uitoefening der kunst.

b) Bedieningen en plichten der vroedvrouw ; welke hoedanigheden zij moet bezitten : verstandelijke, zedelijke en lichamelijke.

c) Welvoeglijkheid, maatschappelijke betrekkingen, betrekkingen met de familie, met de overheid ; verklaringen aan de provinciale geneeskundige Commissie der gevallen van kraamkoorts of overlijden.

d) Geboorte verklaring ; valsche verklaringen.

e) Ambtelijke verantwoordelijkheid. Niet naleving der voorschriften ; misgrepen, zware nalatigheid in het uitoefenen van het beroep.

f) Moord, onvrijwillige kwetsuren voortkomende van onhandigheid of van onvoorzichtigheid.

g) Beroepsgeheim.

h) Vruchtafdrijving. Kindermoord.

VERKLARINGEN VAN GEBOORTE

Burgerlijk wetboek :

Art. 55. — De verklaringen van geboorte zullen binnen de drie dagen na de verlossing worden gedaan, aan den plaatselijken beambte van den burgerlijken stand; het kind zal hem worden vertoond.

Art. 56. — De geboorte van het kind zal worden aangegeven door den vader, door de geneesheeren, ... de vroedvrouwen, ... of andere personen die bij de bevalling zullen zijn tegenwoordig geweest; en wanneer de moeder buiten hare woning zal bevallen zijn, door den persoon bij wien zij bevallen is.

De akte van geboorte zal terstond, in het bijzijn van twee getuigen, worden opgemaakt.

Art. 57. — De akte van geboorte zal vermelden den dag, het uur en de plaats der geboorte, het geslacht van het kind en de voornamen die hem zullen worden gegeven; de voornamen, de namen, het beroep en de woonplaats van vader en moeder, en die der getuigen.

Strafwetboek :

Art. 361. — Ieder persoon welke, bij eene bevalling tegenwoordig geweest zijnde, de verklaring voorgeschreven door artikelen 55, 56 en 57 van het burgerlijk wetboek, niet zal hebben gedaan, zal gestraft worden met eene gevangenzetting van acht dagen tot drie maanden en met eene boete van 26 tot 200 frank, of enkel met eene dezer staffen.

KONINKLIJK BESLUIT VAN 1n JULI 1908

de nieuwe onderrichtingen goedkeurende voor het uitoefenen van het beroep van vroedvrouw.

LEOPOLD II, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien de wet van 12 Maart 1818, aangaande het uitoefenen der verschillende takken der geneeskunde;

Gezien de voorstellen der commissie, belast met het bereiden der herziening van de wets- en reglementsbepalingen betreffende het uitoefenen der geneeskundige beroepen;

Overwegende dat de onderrichtingen betreffende het beroep van voedvreuw dienen gewijzigd te worden, ten einde ze te doen overeenstemmen met de huidige geneeskundige gebruiken en den vooruitgang der wetenschap;

Op voorstel van onzen Minister van Landbouw *ad interim*,

Artikel één. — De nieuwe onderrichtingen, bij dit besluit gevoegd, en waarbij het uitoefenen van het beroep van vroedvrouw geregeld wordt, zijn goedgekeurd.

Zij zullen van kracht worden den 1n Augustus 1908.

Art. 2. — De onderrichtingen van 31 Mei 1818, betrekkelijk hetzelfde voorwerp, zijn afgeschaft te rekenen van voormelde dagteekening.

Art. 3. — Onze Minister van Landbouw *ad interim* is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Laeken, den 1n Juli 1908.

LEOPOLD.

Van 's Konings wege :

De Minister van Landbouw ad interim.

J. Helleputte.

Onderrichtingen voor de vroedvrouwen.

Artikel één. — Om hare kunst uit te oefenen, moet alle vroedvrouw het getuigschrift van bekwaamheid bekomen hebben, voorzien bij artikel 4 der wet van 12 Maart 1818 en dit schrift doen onderteekenen door de provinciale geneeskundige Commissie van hare verblijfplaats.

Art. 2. — De vroedwrouw mag aan de barende vrouwen en aan de nieuwgeborenen al de zorgen geven genoodzaakt door eene natuurlijke bevalling of met de hand gedaan.

Zij mag geene werktuigen gebruiken om de verlossing te bespoedigen of te voleinden.

Art. 3. — De volstrekste reinheid en het benuttigen van aseptische en antiseptische voorzorgen zijn verplichtend voor de vroedvrouwen.

Vóór al onderzoek van eene vrouw, moet de vroedvrouw zich zorgvuldig de nagels reinigen en ze kort hebben, alsook zich de handen wasschen in warm zeepwater, evenals zich de armen, de achterhand en de voorarmen ontsmetten.

Zij is in 't algemeen gehouden al de wenschelijke zorgen van reinheid en alle voorzorgen te nemen om te beletten dat alle aandoening of ziekte, in 't bijzonder de kraamkoorst, overkome. Zij moet namelijk :

1° Vóór al onderzoek, overgaan tot de ontsmetting der uitwendige teeldeelen der barende vrouw, bij middel van warm gekookt zeepwater, gevolgd door eene wassching met sublimaat, tegen een half of een op 1,000;

2° Wanneer de teeldeelen niet in den physiologischen staat schijnen te zijn of wanneer de vrouw reeds onderzocht werd, in de schede eene warme inspuiting (40°) doen met eene oplossing met sublimaat tegen een 1/4 of 1/2 per 1,000.

De oplossingen met sublimaat zullen met gekookt water gedaan worden;

3° Twee maal daags, 's morgens en 's avonds, den warmtemeter toepassen, ten minste gedurende de vijf eerste dagen na de verlossing;

4° Vooraleer het toilet te maken van het pasgeboren kind, dezes oogen wasschen met lauw gekookt water;

5° Indien zij in aanraking kwam met een persoon lijdende aan besmettelijke of aanstekelijke ziekten, haar zelve ontsmetten,

van kleederen veranderen en de afgelegde kleederen enkel hernemen na ontsmetting bij middel van indompeling in kokend water, gemengd met eene bederfwerende oplossing, of door middel der ontsmettingsstoof.

Art. 4. — De tasch der vroedvrouwen moet de volgende onmisbare voorwerpen bevatten : nagelreiniger; nagelborstel; irrigateur van Esmarch, met twee glazen spuitpijpjes; schaar met botte punten; koord voor de navel te binden; gecontroleerde warmtemeter met maxima; vrouwenkatheter; mannenkatheter in elastieke gom; hoorbuis; klisteerspuit; spuit van Pravaz; ergotine voor onderhuidsche uitspuitingen; hydrophile watte; oplossing van zuiver pheniekzuur, 5 p. h. inhoudende; pastillen van bijtend sublimaat, gelijkvormig aan de opgaven van de pharmacopea, toelatende de oplossingen, voorzien onder 1° en 2° van artikel 3 der tegenwoordige onderrichtingen, te bereiden.

De ergotine, de oplossing van phenikzuur en het geperst sublimaat moeten geleverd worden door een apotheker, open winkel houdende, en voorzien zijn van een plakbriefje zijn naam en zijn adres dragende.

Het spuitpijpje van den irrigateur, dat van de klisteerspuit evenals de naald van de Pravazspuit, de sonden en de schaar zullen ontsmet worden telkenmale zij benuttigd werden, 't zij door ze gedurende 15 minuten in kokend water te dompelen, 't zij door ze 10 minuten te laten weeken in eene warme oplossing van pheniekzuur tegen 5 t. h.

Art. 5. — In de uitoefening van hare kunst mag de vroedvrouw toedienen :

1° Klisteeren en ontlastende arsenijmiddelen;

2° Moederkoorn, extract en vloeibaar extract van moederkoorn, ergoinebereidingen, maar enkel na de verlossing;

3° Laudanum voor uitwendig gebruik; inwendig, enkel in geval van dreigend miskraam en in afwachting van den geneesheer.

De vroedvrouw mag geene inspuitingen in de baarmoeder doen.

Art. 6. — De vroedvrouw is gehouden onmiddellijk een geneesheer te roepen in de volgende gevallen :

A. *Vóór de verlossing :*

a) In alle gevallen dat eene mismaaktheid doet denken dat de verlossing moeilijk of gevaarlijk zal zijn;

b) Als een pathologische staat dezelfde vrees doet ontstaan;

c) Als een miskraam dreigend schijnt.

B. *Gedurende de verlossing :*

d) Telkens de vroedvrouw zich geen rekenschap zou kunnen geven van de ligging en niet weten zou hoe te handelen;

e) Als de ligging verkeerd is of als, binnen den barenstijd, de vroedvrouw geen deel der vrucht kan bereiken;

f) In geval van uitzakking van een lid;

g) Als eene aanzienlijke bloedvloeiing gedurende het baren voorkomt;

h) Als het leven van het kind in gevaar is, uitzakking van de navelstreng; vertraging of verhooging der hartkloppingen; uitloop van het kinderpek bij de hoofdligging.

C. *Na de verlossing :*

i) Indien de moederkoek niet geheel is;

j) Indien, tijdens de verlossing, de bilnaald gescheurd geweest is.

In die twee gevallen, wanneer de verlossing 's nachts gebeurd is, mag de vroedvrouw wachten, indien er geene dringende noodzakelijkheid bestaat, tot 's morgens om den geneesheer te roepen;

k) Wanneer één uur na de geboorte van het kind, de nageboorte niet gekomen is;

l) Wanneer, na de baring, de nageboorte gekomen zijnde of niet, er eene bloedvloeiing ontstaat, die door het kneden van de baarmoeder of andere middelen waarover de vroedvrouw beschikt, niet kan gestelpt worden;

m) In de gevallen van sterke bloedvloeiingen gedurende den kraambedtijd;

n) Wanneer de kraamvloed een reuk verspreidt;

o) In al de gevallen waar de barende vrouw kenteekens geeft van een begin van kraamkoorts, of wanneer zij onder de oksels, een temperatuur heeft van 38° gedurende meer dan 24 uren;

p) In alle gevallen van oogziekte van 't nieuwgeboren kind.

Art. 7. — De vroedvrouw maakt onmiddellijk den voorzitter

der provinciale Geneeskundige Commissie van het gebied harer verplijfplaats, de gevallen van kraamkoorts bekend welke zij bij hare klanten vastgesteld heeft. Zij zal in hare verklaring vermelden of het geheim gevraagd werd of zich opdringt.

Wanneer twee of meer gevallen van kraamkoorts achtereenvolgens vastgesteld worden bij de praktijk eener vroedvrouw, oordeelt de voorzitter der provinciale Geneeskundige Commissie of het noodig is ze te verzoeken geene verlossingen meer te doen gedurende veertien dagen.

Art. 8. — In geval de barende vrouw of het kind sterft gedurende of ten gevolge der verlossing, moet de vroedvrouw, die door geen geneesheer werd bijgestaan, ervan binnen de vier en twintig uren bericht geven aan den voorzitter der provinciale Geneeskundige Commissie van het gebied, waarbinnen het feit zich voordeed, daaromtrent al de nuttige inlichtingen gevende, zoowel over de oorzaken die den dood medebrachten als over de gedane voetstappen, om ten behoorlijken tijde een geneesheer te ontbieden.

Art. 9. — Het is de vroedvrouw verboden pokken te zetten.

Art. 10. — De vroedvrouw bij welke eene leerlinge zich heeft doen inschrijven, moet onmiddellijk en bij geschrift den voorzitter der provinciale Geneeskundige Commissie van het gebied verwittigen over den dag waarop die leerlinge te harent kwam en vertrok, daarbij alle nuttige inlichtingen gevende nopens de wijze waarop de proeftijd gedaan werd.

Die proeftijd wordt door de Commissie bewaakt.

Art. 11. — De overtredingen dezer onderrichtingen zijn strafbaar met de straffen voorzien in artikel 22 der wet van 12 Maart 1818 (boet van 10 tot 100 gulden), onverminderd de toepassing der straffen voorzien in artikels 18 en 19 dezer wet (art 18 : voor de eerste maal, boet van 25 tot 100 gulden; boet verdubbeld bij hervalling; voor eene derde overtreding, gevangzitting van veertien dagen tot zes maanden; art. 19 : voor de eerste maal, boet van 25 gulden; voor de tweede maal, 50 gulden, en voor de derde, ontneming van het patent voor een door den rechter te bepalen termijn, die niet minder dan zes weken en niet meer dan één jaar mag bedragen).

OMZENDBRIEF VAN 4 JULI 1908

aan de HH. voorzitters der provinciale geneeskundige commissiën, betreffende de koninklijke besluiten van 1 Juli 1908.

Mijnheer de Voorzitter,

Een koninklijk besluit van 1n Juli j. l., waarvan ik de eer heb U exemplaren te laten geworden, heeft nieuwe onderrichtingen goedgekeurd voor de vroedvrouwen, ter vervanging van deze van 31 Mei 1818.

Terwijl de onderrichtingen voor de andere reeksen herhaaldemaal herzien werden, heeft men nooit deze gewijzigd betreffende het uitoefenen van het beroep van vroedvrouw. Zij werden dus geheel omgewerkt om op de hoogte gesteld te worden der tegenwoordige geneeskunde, de aseptie en antiseptie der leerstelsels en de vooruitgang der verloskunde zelf.

Alzoo werden de verplichtingen afgeschaft den vroedvrouwen opgelegd door het besluit van 1818, namelijk deze waarbij zij moeten den eed afleggen vooraleer hun beroep uit te oefenen, ten hunne huize de plaats aanduiden waar zij zich bevinden, telken jare een verslag overmaken aan de geneeskundige Commissie over de moeilijke gevallen welke zij in het uitoefenen van hunne kunst tegenkwamen; zich gedragen, voor net honoraria, naar het tarief door de geneeskundige Commissie vastgesteld.

Andere verplichtingen werden integendeel de vroedvrouwen opgelegd. Zij moeten namelijk voortaan aseptische et antiseptische voorzorgen nemen en eene tasch bezitten met de onmisbare tuigen voor de moderne verloskunde. Zij moeten ook aan den voorzitter der geneeskundige Commissie de gevallen van kraamkoorts bekend maken welke zij bij hare praktijken

vaststelden. Er dient aangemerkt te worden dat deze verklaring den meesterenden doctor niet vrijstelt van deze opgelegd door artikel 23 van het koninklijk besluit van 31 Mei 1885.

§ 2 van artikel 7 beschikt dat wanneer twee of meer gevallen van kraamkoorts zich opvolgentlijk voordeden tusschen de klanten eener vroedvrouw, de voorzitter der geneeskundige Commissie oordeelt of het noodig is haar te verzoeken geene verlossingen meer te doen gedurende veertien dagen.

Om dit verzoek niet ingewilligd te hebben, kan de vroedvrouw niet wettelijk gestraft worden, maar in geval van besmetting van eene nieuwe praktijk en zoo een burgerlijk proces om schade en interest kwam ingespannen te worden, zou het eene gewichtige vermoeding van grove fout zijn.

Het is te hopen dat deze nieuwe maatregelen voor gevolg zullen hebben de gevallen van kraamkoorts te verminderen, welke nog tamelijk groot zijn, volgens de inlichtingen bekomen dank aan de vrijwillige verklaring der besmettelijke ziekten verleden jaar door mijn departement ingericht.

De nieuwe onderrichtingen zullen overigens de verdienste hebben op eene vaste wijze de rechten en de plichten der vroedvrouw te bepalen.

't Is alzoo dat alinea 1 van artikel 2, betreffende de baarvrouw en haar kink, klaar en duidelijk den tijd bepaalt, waarbinnen de vroedvrouw het recht heeft het behulp harer kunst te verleenen. t' Is de noodige tijd voor al de zorgen veroorzaakt door eene natuurlijke verlossing, of met de hand gedaan, als er zich niets voordoet hetwelk de tusschenkomst van een geneesheer vergt.

Maar men moet daaruit niet besluiten dat vooraleer de baring begonnen is, de vroedvrouw aan hare praktijk de noodige raadgevingen niet mag geven om de verlossing te vergemakkelijken.

Anderzijds zijn de zorgen door de vroedvrouw in deze hoedanigheid toegediend, de gewone zorgen tengevolge der verlossing. Zij moet namelijk raadgeven in opzicht van de gezondheid en de rationeele spijzing van het kind. Maar zij mag de plaats van den geneesheer niet innemen om eene ziekte te meesteren.

De aard der zorgen welke eene vroedvrouw mag toedienen, is insgelijks bepaald door alinea 2 van gemeld artikel 2, die enkel eene oude beschikking bekrachtigt, het benuttigen verbiedend van alle tuig om de verlossing te bespoedigen. Het woord « tuig » past zich toe op den hefboom, de verlostang en alle andere

tuigen welke gebezigd worden om de vrucht of de nageboorte in eene moeilijke verlossing uit te nemen. Het verbod bepaalt zich tot het gebruik van tuigen in de eigenlijke verlossingsoperatie.

Het besluit geeft, in grondbegin, aan de vroedvrouw het recht de omkeering te doen bij middel van inwendige behandeling. Dit is eene noodzakelijkheid voor de vrouw en voor het kind. Maar de aanduiding van deze bewerking kan zeer dringend zijn, in geval van bloedvloeiing, bij voorbeeld, en van den anderen kant vereischt het levensbelang dat men, om geene wille, het gepast oogenblik der werking niet vertrage.

Wil dit zeggen dat de vroedvrouw altijd alleen en door eigen besluit de omkeering mag doen zonder behulp van een geneesheer? Geenszins! In alle geval dat zij noodzakelijk is, bedoelt men een van deze moeilijke verlossingen voorzien door artikel 6 van het besluit, welk de vroedvrouw verplicht een geneesheer te ontbieden. Zij zal zich gereed houden om op het gunstig oogenblik het werk te verrichten, niet aarzelend, in zoo noodig de omkeering te doen; maar terzelfdertijd moet zij een geneesheer doen roepen; die, komt hij aan tijd, de behandeling zal besturen.

Om de vroedvrouwen in te lichten over de normale begrenzing hunner bevoegdheid, duidt het besluit de gevallen aan waarin, vóór, gedurende en na de verlossing, de vroedvrouw een geneesheer moet ontbieden.

Doch bij dringendheid, bij voorbeeld in geval van bloedvloeiing, kan de vroedvrouw verplichten, terwijl zij den geneesheer doet roepen, alles wat noodzakelijk is te doen of voor te schrijven. Een reglement kan die gevallen niet bepalen, want het geldt hier enkel menschlievendheid.

Bij dezen omzendbrief zult gij ook exemplaren vinden van het Koninklijk besluit van 1en Juli laatstleden die het programma wijzigd van het examen van vroedvrouw.

Bij dit programma werden er begrippen gevoegd van asepsie en antisepsie en onderrichtingen voor de gezondheid der moeder en der kleine kinders. In 't toekomende zal het ook hoofdzakelijke begrippen bevatten voor de gezondheidsleer der eerste kindschheid : « Normale verhooging van het gewicht van het kind gedurende de eerste levensmaanden. Tusschentijd der zuiging. Spijzing. De voeding met de borst is de beste. Voor-

waarden waarin de gemengde en de kunstmatige voeding moet geschieden. Gevaren der oppropping. »

Opdat deze maatregels en vooral de nieuwe onderrichtingen den verhoopten goeden uitslag zouden hebben, zou het noodig zijn aan de vroedvrouwen de antiseptische stelsels aan te leeren, alsook de gezondheidsleer der pasgeborenen, alsmede ze ook hunne rechten en plichten te doen kennen.

Te dien einde schrijf ik aan de gouverneurs der provinciën om ze aan te wakkeren, met behulp der provinciale geneeskundige commissiën, gedurende eenige jaren voordrachten te doen geven aan de vroedvrouwen in het meerendeel der provinciën.

De Minister ad interim,
J. Helleputte.

INTERNATIONALE OVEREENKOMSTEN

gesloten tusschen België en de grensaanpalende landen.

Krachtens internationale overeenkomsten, gesloten tusschen België en de grensaanpalende landen, zijn de vroedvrouwen in de grensgemeenten gevestigd, gemachtigd hun beroep uit te oefenen in de grensaanpalende gemeenten van het naburig land.

Deze welke van die toelating gebruik maken, moeten zich gedragen naar de geneeskundige wetgeving, alsmede de bestuurlijke maatregelen, van kracht in dit land.

De vroedvrouwen welke zich niet gedragen naar de wettelijke of bestuurlijke bepalingen, kunnen het voordeel verliezen dezer overeenkomsten.

De naamlijst der vroedvrouwen, gevestigd in de belgische grensaanpalende gemeenten, is jaarlijks opgemaakt, in de maand Januari, door den Minister van Landbouw met behulp der provinciale geneeskundige Commissie en zij wordt den vreemde gouvernementen overgemaakt.

De vroedvrouwen welke, krachtens deze overeenkomsten, hunne kunst uitoefenen in de gemeenten van het naburig land, zullen het recht niet hebben zich aldaar te vestigen, of er hunne woonplaats te verkiezen, zoo zij zich niet in regel stellen met de in dit land van kracht zijnde wetgeving betreffende het uitoefenen van hunne kunst en zoo zij niet nieuwe examens afleggen.